

# LA FRANCE UNIE

---

## Soyons La France Unie !

### 1. D'où venons-nous ?

La France est un immense pays. Une Nation qui n'a aucun équivalent. Une Histoire, une terre, une culture, une langue, une voix particulières, à part.

Qu'il soit possible de le penser et même de l'écrire sans être immédiatement moqué par les ricanements de l'époque.

Qu'il soit possible d'affirmer également que, si être nés ici ne nous octroie aucun mérite particulier, nous avons le devoir de nous hisser à la hauteur du destin commun d'une Nation hors du commun.

Or aujourd'hui ce destin paraît balbutiant.

Non pas que la lueur du peuple des Lumières ait disparu, non.

Mais qu'elle soit menacée par le sentiment grandissant de défiance générale.

Défiance vis-à-vis des responsables politiques, des institutions, des juridictions, des administrations, des médias. Défiance vis-à-vis des corps intermédiaires et au fond vis-à-vis de l'autre qui n'est pas soi.

Défiance nourrie par une évolution technologique sans précédent qui offre aux nations devenues opinions publiques des champs-clos de désinformation en jets continus, de manipulation de masses assistée par intelligence artificielle, de diffusion de biais cognitifs par semi-conducteurs. Le tout classiquement orchestré par d'autres puissances Étatiques mais aussi désormais par les acteurs privés et hybrides de la marchandisation de la démocratie.

Défiance nourrie donc par ces stratégies et ingénieries du chaos informationnels qui déboussolent tout le monde en ce compris les anciennes élites qui, elles-mêmes dépassées, peinent à indiquer un cap.

Défiance nourrie au fond également par le recul de la hiérarchie, de l'autorité et de la raison mises à mal par l'émotion en algorithmes.

Défiance nourrie au demeurant par les doutes des enfants gâtés du siècle que nous sommes parfois devenus. Une forme d'embourgeoisement moral qui, d'un côté, mène à une louable recherche de sens mais, d'un autre, aussi nous conduit à plonger trop souvent nos yeux dans nos nombrils.

Nous avons peut-être parfois perdu en cours de route l'idée que la paix et la prospérité ne sont jamais acquises. Que l'ordre est une condition nécessaire du pacte républicain.

Que nous avons besoin de transcendances et de combats qui nous dépassent chacun.

Que nous sommes ce peuple qui a choisi pour armes la maîtrise des mots et des idées, pour élégance la disputation.

Défiance nourrie enfin par l'époque. Qui nous use et nous insécurise tant elle est traversée par des chocs extraordinairement violents : une pandémie mondiale, un choc climatique et le retour de la guerre en Europe.

Et ces grands bouleversements du monde s'accéléralant, les générations qui s'agrègent peinent davantage à se comprendre entre elles.

Les priorités diffèrent, les principes évoluent, les engagements, les envies, les besoins, les attentes changent.

Et le défi commun doit être non seulement de ne pas se contenter de vains constats d'amertumes mais d'éviter la crispation intergénérationnelle qui nous guette et d'amalgamer toutes ces générations dans un projet, un récit, une vision qui nous unit.

Nous avons, tous et plus que jamais, besoin d'une nouvelle épopée.

Protection et transmission doivent redevenir nos boussoles.

Raison et sciences nos boucliers.

## 2. Où en sommes-nous ?

Voilà pour le temps long.

Pour le temps court, celui de l'immédiat, nous sommes tous travaillés par des angoisses multiples très concrètes :

Vais-je trouver un logement et pouvoir payer la facture de chauffage de la famille ?  
Mon enfant va-t-il encore pouvoir bénéficier du cadre de l'École de la République ?  
Mon autre enfant trouvera-t-il une place en crèche ? Vais-je pouvoir bénéficier d'un rendez-vous avec le médecin rapidement ? Vais-je trouver une place pour ma grand-mère dans un établissement d'accueil ? Mon fils handicapé va-t-il pouvoir être accompagné par un aidant sérieusement rémunéré ?  
Ma fille peut-elle sortir en centre-ville après 17 heures sans risque d'agression ?  
Vais-je pouvoir refaire ma carte d'identité en moins de six mois dans mon propre pays ?  
Comment est-il possible de tomber en rupture de Doliprane en 2023 en France ?

Et plus généralement traversés par le sentiment d'avoir collectivement perdu le contrôle sur nos modes de vie et notre sécurité globale. Sur nos frontières, notre alimentation, notre énergie, nos mobilités, notre industrie, notre information. En un mot sur notre souveraineté, c'est à dire notre capacité à décider pour nous-mêmes, à maîtriser notre destin.

La crainte également du grand aveuglement de la puissance publique qui rechigne à mettre des mots et à hiérarchiser ces angoisses, nous renvoyant une image anxieuse d'impuissance générale.

L'impression enfin de ne pas être écouté, cru, considéré par la puissance publique en général (élus, administrations et justice). Celle d'être gouverné par les comptables errants de l'aristocratie.

Toutes ces angoisses sont le masque différent d'un seul visage : celui d'une grande solitude face aux convulsions du monde.

Solitude face à ce qui semble ne pas dépendre de soi : le Covid, le retour de la guerre, le climat.

Solitude face au grand déclassé, au grand déraciné, à la grande dépossession que semble vivre notre pays et qui touche les corps intermédiaires eux-mêmes.

Solitude face à l'affaiblissement général du niveau de la classe politique et de la classe médiatique. Qui, en hystérisant des débats de plus en plus médiocres, en psalmodiant des poncifs suintant l'entre-soi germanopratin, en ayant pour diversion le ricanement infatué, amènent trop souvent le peuple réduit à foule à se tromper de colère.

Disons-le clairement. L'immense majorité des politiques et des hauts fonctionnaires sert remarquablement notre communauté. Toutes sensibilités confondues, sans exception aucune.

En revanche cet écosystème souffre clairement d'une endogamie mortifère. Des parcours sciences po et Paris centrés. Peu sont passés par exemple par la création et la conduite d'entreprises. Peu ont vécu professionnellement hors de Paris. Peu ont pris des risques.

Les politiques sont en outre trop souvent techniquement dominés par la haute administration qu'ils sont censés diriger. Avec des agendas et des responsabilités, politiques et pénales, qui divergent.

Au plus haut niveau, le constat principal est l'obésité d'une organisation hautement administrative qui ne correspond plus aux besoins de l'époque et que les politiques n'assument plus ou ne savent plus commander. Où quand tout le monde est responsable de tout, personne n'est responsable de rien. Pas tant par couardise que par l'effet du nombre et de l'habitude.

La nature ayant horreur du vide, moins les politiques assument de faire de la politique, plus la technocratie lui prend sa place et fait de la technocratie « as usual », hors sol. Et alors moins les élus sont « bien » élus, moins les ministres incarnent leur feuille de route et dirigent leur administration et, au final, moins les citoyens votent. Le cercle est vicieux. Le poison léthal.

La France crève d'être en réalité administrée par de jeunes hauts fonctionnaires aux cerveaux certes bien faits et voulant souvent bien faire mais ne connaissant globalement ni les réalités humaines, ni les humeurs de notre pays.

Sur ce point précis, qui touche à la méthode, à l'organisation institutionnelle et au domaine régalien, confessons que la révolution de 2017 n'a pas - encore - eu lieu.

La majorité présidentielle - dont j'ai fait partie - a eu ses belles victoires - l'apprentissage par exemple - mais n'a pas su ou a renoncé à renverser la table.

Or c'est précisément ce pourquoi les Français avaient pris le risque de voter pour des « amateurs ».

Les partis politiques ne parlent plus qu'aux derniers quarterons de militants. Et encore..

Nous n'avons pas su réinventer un nouveau dialogue. Et nous en avons pourtant une nouvelle occasion avec le Grand Débat.

Quand l'organisation et la méthode aboutissent au bout de deux décennies à un tel niveau de défiance, il est urgent d'en changer.

Il faut donc assumer une rupture avec la façon de conduire la cité.

Écouter les expériences et les expertises du terrain, s'entourer de meilleurs que soi, d'où qu'ils viennent, proposer des solutions concrètes en lien avec les vies des Français, les embarquer dans leur mise en place.

Dire les choses, ne pas se planquer et faire plutôt que de commenter.

Parler français, sortir de Paris et s'appuyer sur ceux qui ne nous ont pas attendu pour mettre les mains dans le moteur.

Animer des équipes, des collectifs de compétences et d'incarnations plutôt que de copinages et de combinaisons.

Travailler enfin sur le terrain et, avec ceux qui font, aux solutions concrètes, aux problèmes prioritaires des Français.

Ne pas perdre trop de temps auprès des commentateurs de plateaux et de salons, ne pas se perdre dans la dernière polémique, sortir vraiment de la paresse des clivages.

Tenir au contraire le pari de l'intelligence collective de nos compatriotes, mettre fin à la maladie de la grande infantilisation, prendre les bonnes idées d'où qu'elles viennent, combattre les déconnexions d'où qu'elles viennent, dire où nous tous voulons aller, dire pourquoi, mesurer les résultats, reconnaître les erreurs, assumer de reculer ou de prendre une déviation, s'écouter et se parler. Construire et partager une vision.

Voilà la méthode que nous voulons remettre au cœur de l'action politique.

### 3. Où allons-nous ?

Je viens, de par mes origines, de la gauche républicaine. Celle qui n'abandonne ni Charlie, ni Mila, ni le Professeur Paty, celle qui ne méprise pas ceux qui pensent différemment, celle qui a des adversaires plutôt que des ennemis, des convictions plutôt que des certitudes, celle influencée notamment par Jean-Pierre Chevènement.

Je crois, aujourd'hui et sans changement de méthode et de braquet, quasi-irréversible la victoire de Madame Le Pen en 2027. Je pense néanmoins totalement contre-productif d'agiter cette hypothèse comme un chiffon rouge et d'insulter ceux qui ont voté, votent et voteront pour elle. A la fin, en démocratie, c'est toujours le peuple qui a raison.

Mais ce que je crains profondément, pour ma part, c'est, derrière le silence de plus en plus assourdissant des abstentionnistes, l'implosion dans la rue d'une société qui se divise, qui s'insulte, qui se provoque, qui se fragmente, qui ne se respecte plus, qui oublie trop souvent son Histoire et son rôle, qui se disperse en minorités à tendance victimaire et revendicative, portées autant au ressentiment qu'à l'ingratitude.

Or ces 6 dernières années j'ai eu la chance de rencontrer des femmes et des hommes extraordinaires, d'une densité inspirante, d'une générosité magnifique, d'un panache très Français. Des intellectuels, des ouvriers, des magistrats, des policiers, des élus, des paysans, des professeurs, des éducateurs, des enfants, des parents, des grand parents, des soignants, des contribuables, des réfugiés, des artisans, des artistes, des fonctionnaires, des journalistes, des présidents, des militaires, des centaines de Français de toutes sensibilités qui m'ont appris chaque jour et qui non seulement posaient des diagnostics justes mais proposaient des solutions très concrètes à nombre de nos problèmes.

Ne nous trompons pas, ils sont la majorité. La France ce n'est ni twitter, ni excel.

C'est une volonté. Celle d'un peuple qui doit retrouver sa fierté sans se tromper d'adversité.

Nous avons , à notre modeste niveau, pu nourrir, depuis 6 ans, des propositions de tous horizons mais toujours du terrain sur la santé, le handicap, le vieillissement, la formation, la sécurité, l'enjeu migratoire, la justice, les institutions, la laïcité, les services publics, l'écologie réelle, la souveraineté industrielle et économique, l'emploi, la solidarité, la culture, etc.

Nous avons écouté, fait dialoguer et travailler des équipes d'expertises, d'expériences et de bon sens ! Sans regarder qui votait encore et pour qui.

Nous avons, par exemple, concrètement, planché sur :

- la restauration d'un service national obligatoire d'une année. Pour moitié consacré aux enjeux de défense nationale et de sécurité intérieure et pour moitié aux solidarités collectives (protection de la planète et des plus fragiles).
- l'École devenant la grande cause de la Nation en remettant organisation, financements à plat, en revoyant la sélection et la formation des formateurs, en assumant l'autorité, le mérite et la reconquête du pilier laïcité, en remettant au cœur de tout la science, la raison et l'esprit critique.

- la création d'un nouveau grand service public qui sorte du secteur marchand trois moments de nos vies à part : petite enfance, grand âge et handicaps. En en confiant le relais à la solidarité de la Nation toute entière qui pourrait s'appuyer sur le privé non lucratif et le mutualisme.
- une réflexion sur les temps dit non productifs et les nouveaux équilibres de vie : retraites à points (la même base pour tous, ouvert pour partie à la capitalisation), le travail différemment, le partage des profits, la prise en compte de l'engagement collectif non professionnel, etc.
- un big bang institutionnel qui assume à la fois la restauration de l'autorité de l'Etat sur les enjeux régaliens (sécurité et transmission) et la régionalisation de tout le reste, comme la santé publique par exemple. Simplification du modèle, suppression des strates et des agences inutiles, clarification des compétences et des financements : principe du responsable unique par thème, fusion Sénat/CESE/convention citoyenne, fusion conseils régionaux et départementaux, proportionnelle à l'Assemblée nationale, réforme des parcours des haut-fonctionnaires (notamment passage obligatoire de 5 ans en régions non parisiennes, dans les collectivités territoriales et les pme), clarification du périmètre de l'autorité judiciaire, indépendance des procureurs, formation et responsabilité professionnelle des magistrats.
- la clarification des missions du service public audiovisuel, la régulation des réseaux sociaux et l'éducation à l'information du 21<sup>ème</sup> siècle.
- la restauration de la maîtrise de nos frontières nationales (sur le modèle Danois amélioré) et la lutte sans merci contre tous ceux qui font commerce des êtres humains.
- la restauration de l'ordre public notamment dans les métropoles (avec un contrat Etat/Maire à assumer) et la création d'un vrai service public d'accompagnement des travaux d'intérêt général.
- un big bang « A votre service ! » : plateforme unique d'accès immédiat à la puissance publique, médiateurs des services publics et maisons France services, decerfaïsation des administrations, chasse à l'absurdie, accès réel au numérique, dépoussiérage des procédures, etc.

C'est le rôle des acteurs politiques que de construire et de proposer à partir de cette matière et de quelques lignes de force une direction, une vision, un projet pour la Nation toute entière. Une hiérarchie des priorités. Un momentum. C'est un tout. Un lien intellectuel et physique avec le pays et la Nation.

C'est toute l'ambition de La France Unie. Nous ne sommes pas un parti politique. Nous voulons à la fois être une grande place de village de France et un aiguillon qui permette de revenir aux fondamentaux.

Nous voulons continuer à faire ce que nous savons faire, travailler collectivement et du terrain, rassembler les contributions de tous les Français qui refusent - encore - de se résigner , proposer des solutions et des réflexions, oser la nuance, sortir du déni et de la naïveté.

Nous vous appelons à nous rejoindre pour nous aider. Nous aider à proposer, nous aider à faire différemment.

Notre ambition, c'est au moins d'essayer.

Réapprenons à nous parler et à nous faire confiance.

Cessons d'avoir peur de nous-mêmes. Restons la France. Redevenons unis. Les yeux et les esprits grand ouverts.

Soyons La France Unie !